



Conseil d'administration ONF du 28/06/18 Déclaration Représentante de l'encadrement

Monsieur le Président, mesdames et messieurs les Administrateurs,

Il y a neuf mois, le 21 septembre 2017, quatre des sept administrateurs représentant les personnels et salariés de l'ONF démissionnaient. Neuf mois, le temps d'une gestation. Le temps que nous espérions suffisant pour que l'électrochoc de cette démission permette de reconstruire un dialogue avec les tutelles de l'ONF pour définir un véritable projet pour les forêts publiques françaises et leur gestionnaire.

En neuf mois, que s'est-il passé ? Rien ! Tout va aujourd'hui plus mal à l'ONF qu'à ce moment-là ! Le dialogue social avec les organisations syndicales représentatives des personnels de droit public est au point mort. Du côté des salariés, Monsieur le directeur Général se félicitera sûrement devant vous de la signature de la convention collective nationale, après des mois de pseudo négociation. Mais peut-on se féliciter d'une convention nationale dont la signature a été obtenue par la menace d'un retour aux bases du code du travail et qui institutionnalise la différence salariale entre fonctionnaires et salariés ? A poste et ancienneté égaux, un salarié gagnera systématiquement moins qu'un fonctionnaire, et la différence pourra aller jusqu'à 1000 € par mois !

Les ministères de tutelle de l'ONF ont lancé une mission d'appui dont un des buts était le rétablissement du dialogue social. Six mois plus tard, quand les résultats seront-ils présentés ? Cette mission a-t-elle permis la moindre amélioration ? Je peux vous assurer que non.

En signe de son attachement au dialogue avec les ministères de tutelle, EFA-CGC a de nouveau désigné des représentants au conseil d'administration de l'ONF, dès que la demande du ministère de l'agriculture a été portée à sa connaissance, au détour d'une procédure de justice. Malheureusement, le faible délai entre la réception des convocations et la date du conseil n'a pas permis à nos représentants de se libérer.

Cette nomination n'est pas le signe d'une quelconque amélioration du dialogue social ni de la situation de l'ONF. L'assignation en justice des seules organisations syndicales représentatives des fonctionnaires pour détournement du logo de l'ONF, à l'occasion

d'une opération de communication lancée par huit organisations syndicales, publiques et privées, en est la dernière preuve.

Aujourd'hui, l'ONF va très mal. Le magicien des chiffres n'a plus de ressources pour dissimuler son état financier catastrophique, et une nouvelle fois ce sont les personnels de l'ONF qui vont payer. Pas les cadres supérieurs, non, mais ceux qui dans les UT et les services des agences, tentent de tenir des objectifs de production toujours plus élevés avec parfois un tiers des postes vacants.

Alors, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les administrateurs, au lieu de voter passivement les résolutions qui vous sont soumises aujourd'hui, en vous réjouissant de l'absence des empêcheurs de tourner en rond, si nous nous mettions autour de la table pour évoquer les problèmes réels de l'ONF ? Cela permettrait de construire ensemble un véritable projet pour la forêt publique, son gestionnaire et les personnels qui la gèrent au quotidien, notamment à partir du travail de fond qu'EFA-CGC a transmis aux tutelles. Ne pensez-vous pas que cela aurait du sens ?